

# La grève générale: ce qu'elle aurait pu et dû être

Il en fut ainsi parce que, dans toute la période qui s'étendit du coup de force d'Alger jusqu'au 28 mai, la direction du P.C.F. ainsi que celle de la C.G.T., emboitant le pas aux directions du P.S., de F.O., de la C.F.T.C., appelaient les travailleurs seulement à une « vigilance » dans les permanences qui aboutissait le plus souvent à l'immobilité. Il ne fallait rien faire qui puisse dépasser le cadre de la légalité. Il fallait préparer de cette façon passive une action générale, la « grève générale », qui acquerrait ainsi le caractère mythique que lui donnèrent jadis les anarcho-syndicalistes.

Ce qu'il aurait fallu préparer, c'était une grève générale active, dans laquelle les travailleurs auraient été capables d'affronter les forces de l'Etat bourgeois où précisément se trouvait le danger principal. Il fallait pour cela ne pas immobiliser l'avant-garde dans une « vigilance » ou lui faire livrer, comme ce fut parfois le cas, des escarmouches, des arrêts répétés de travail comme dans la R.A.T.P. qui devaient provoquer la lassitude. Il fallait s'appuyer sur les couches les plus avancées, les plus aguerries, les faire entrer les premières dans un combat résolu, capable de stimuler par son exemple des couches plus hésitantes.

## LA DIRECTION DU P.C.F. SE MEFIE DES MASSES

Le lendemain de cette manifestation, la direction du P.C.F. a encore montré, par sa façon d'organiser la manifestation du 1<sup>er</sup> juin, qu'elle se méfiait des masses et qu'elle était avant tout intéressée à garder le contrôle bureaucratique et manœuvrier de son parti contre tout esprit critique. Certes, il était nécessaire de ne pas laisser passer l'investiture de de Gaulle sans manifestation; mais il fallait miser sur la résistance à de Gaulle qui s'était développée au sein du P.S. pour faire des propositions d'unité d'action en vue d'une journée d'action commune. La direction du P.C.F. n'y songea pas. Après avoir pratiqué quinze jours durant une politique opportuniste, parlementaire, de soutien à Pflimlin, qui avait failli lamentablement, elle prépara une manifestation à allure « gauchiste », ne comprenant essentiellement que des membres de son parti, afin de prétendre que seul le P.C.F. a lutté jusqu'au bout et de pouvoir couper court à toute critique de ce qu'elle avait fait précédemment.

## LE POUVOIR DE DE GAULLE EST LOIN D'ETRE CONSOLIDE

Est maintenant? De Gaulle est parvenu au pouvoir. La IV<sup>e</sup> République est morte. Mais cette défaite n'est pas fatale. Le pouvoir de de Gaulle est loin d'être consolidé. De nombreux obstacles sont sur sa voie.

En premier lieu, le problème d'Algérie: il pourra peut-être se livrer à quelques déclarations pseudo-libérales, il ne pourra reconnaître ce que le peuple algérien désire, son indépendance et, de ce fait, sera amené à poursuivre la guerre en Algérie, avec tout ce qu'elle implique, notamment contre la jeunesse et sur le plan économique.

Aux frais monstrueux de la guerre d'Algérie viendront s'ajouter les conséquences des difficultés résultant des faiblesses même de l'économie française; le prêt Monnet du début de 1958 ne couvrira pas toute l'année comme prévu et la situation du commerce extérieur n'a pas été améliorée. Enfin la récession économique aux Etats-Unis, selon toute probabilité, entraînera du chômage en Europe à partir de l'automne 1958, et l'économie française se trouvera particulièrement menacée à ce sujet.

De Gaulle qui a désormais la charge des intérêts du capitalisme français, ne peut avoir d'autre programme que de faire payer les masses, d'avilir le niveau de vie des travailleurs. L'élimination du régime parlementaire en vue d'instaurer la

Il fallait mettre en avant un programme susceptible d'électriser les masses: la paix en Algérie, le retrait du contingent, la fin des 27 mois, des mesures anticapitalistes pour enrayer la hausse des prix et le chômage. Il fallait ouvrir la perspective d'un gouvernement capable de mettre en application ces mesures, au service des masses travailleuses.

Il fallait aussi, dans cette période, poser la question de l'armement du peuple, « armer les ouvriers du désir de s'armer », pour reprendre la puissante expression de Lenine. Mais cela ne fut jamais fait.

Si tout cela avait été fait, alors le 28 mai aurait pu permettre de surmonter le lourd handicap qui pesait par suite de la politique suivie dans les années écoulées et de lancer une action qui, même à la dernière minute, aurait pu arrêter la marche de de Gaulle au pouvoir. Certains le comprirent dans la journée du 29. Mais, là encore, du sommet ne parvinrent que des directives contradictoires qui finirent par couper l'élan donné par la manifestation du 28 mai.

dictature militaire était l'opération politique nécessaire à la bourgeoisie pour réaliser un tel programme. Elle voulait depuis des années un « Etat fort » non pour tenir tête aux Etats-Unis (une telle prétention ridicule n'existe pas chez les hommes responsables de la bourgeoisie), mais un « Etat fort » contre les travailleurs, un Etat capable de combattre leurs organisations et même de les détruire.

## DE LA DEFENSIVE A L'OFFENSIVE

C'est contre la réalisation de ce programme qu'il faut dès maintenant mener le combat.

Cela signifie en premier lieu une lutte quotidienne pour défendre les organisations et les militants, dans les entreprises et dans les villes et les campagnes.

Cela signifie une résistance implacable à toute atteinte au niveau de vie.

Inévitablement la lutte commencera par avoir un caractère défensif, résultant de la défaite qui vient d'être subie.

Mais la défensive ne pourra être effective que si elle se place dans une perspective permettant de passer de cette défense systématique, acharnée, à une offensive victorieuse.

## DEFENDRE LA REVOLUTION ALGERIENNE

A première condition pour cela, c'est de mettre un terme à la coupure tragique qui a séparé les travailleurs français de la Révolution algérienne. Ceux-ci doivent mettre un terme aux politiques et aux formules équivoques. Ils doivent imposer à leurs organisations une lutte vigoureuse, intransigeante, pour la paix en Algérie par la reconnaissance de l'indépendance du peuple algérien.

Il faut exiger l'abolition des 27 mois, la démobilisation du contingent, le retrait des troupes.

Lisez

Chaque quinzaine:

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS ».

Chaque trimestre:

« QUATRIEME INTERNATIONALE ».